



Accroître la contribution des hydrocarbures à la croissance économique : Défi et perspectives

**Bilyamini EKADE,
Directeur des Etudes et Statistiques
MF/DGTCP**

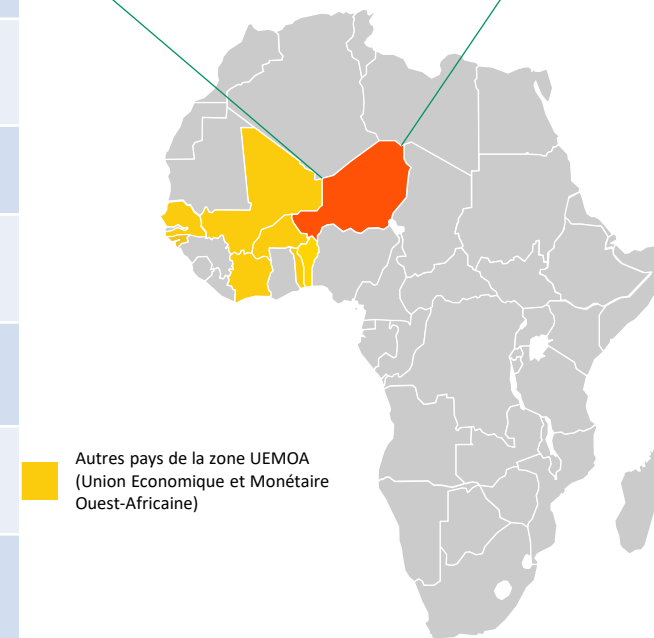
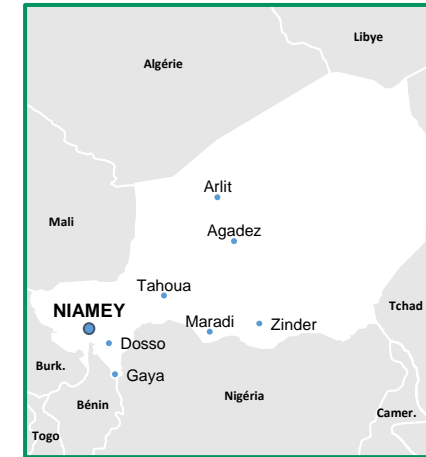
MTP du 25 au 27 janvier 2022

Plan

- I- Bref aperçu du pays;
- II- Situation économique récente;
- III- Contribution des hydrocarbures à la croissance;
 - 3.1 Contribution à la croissance de la branche pétrole de 2017 à 2020
 - 3.2 Contribution aux recettes internes de la branche pétrole de 2017-2020
 - 3.3 Principaux défis et perspectives liés à la branche pétrole
- IV- Perspectives économiques à moyen terme 2022-2024
- V- Plan de financement 2022 avec focus sur le MTP;

I- APERÇU DU PAYS

Population	<ul style="list-style-type: none"> • 22,7 millions (2020, INS)
Croissance de la population	<ul style="list-style-type: none"> • 3,9% par an (INS, moyenne 2012-2018E)
Superficie	<ul style="list-style-type: none"> • 1 267 000 km²
Principales exportations (% du total, 2017)	<p>Uranium naturel et composés apparentés (32%), huiles pétrolières et produits associés (16%)</p>
PIB nominal (rebasé)	<ul style="list-style-type: none"> • FCFA 8045,7 Mds (2020E), soit USD 12,6 Mds
PIB par habitant	<ul style="list-style-type: none"> • FCFA 351,8 k (2019 E)
Croissance réelle du PIB	<ul style="list-style-type: none"> • 5,9% (2019E), 3,6% (2020)
Taux d'inflation	<ul style="list-style-type: none"> • - 2,5% (2019E), 2,9% (2020)
Taux de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> • 41,4 (2020 E)
Notation de crédit	<ul style="list-style-type: none"> • Moody's: B3, perspective stable



II- SITUATION ÉCONOMIQUE

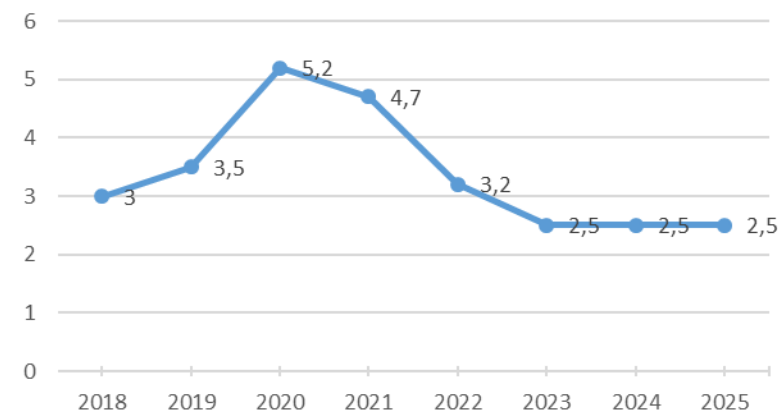
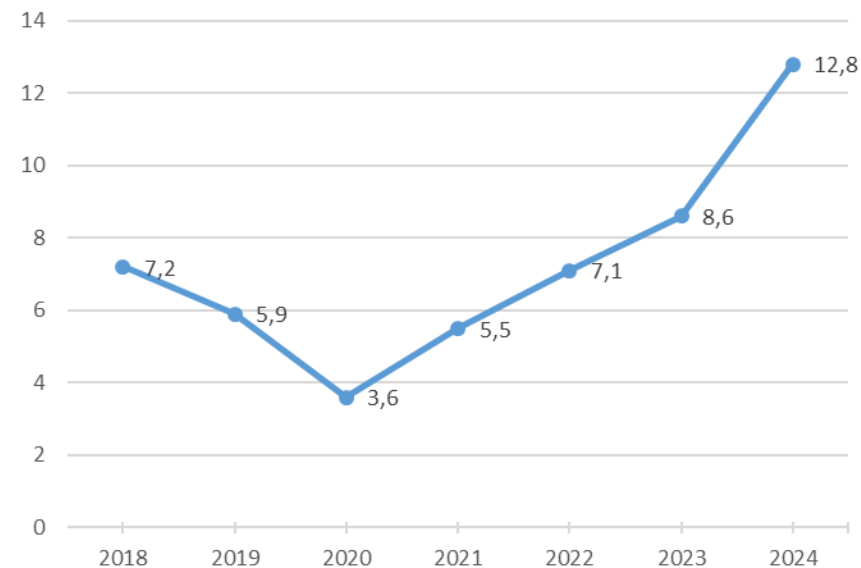
La croissance est ressortie en moyenne à 5,5% grâce à la bonne performance des secteurs agricole, minier et pétrolier. Elle a beaucoup baissé en 2020 avec un taux de 3,6%;

Elle devrait être en moyenne de 9,5% sur les 3 prochaines années grâce à plusieurs projets de grande envergure ;

Cette croissance devrait atteindre 12,8% en 2024 suite à la finalisation d'un pipeline qui permettrait d'accroître les exportations du brut vers le Bénin ;

Le niveau d'inflation est établi à 2,9% en 2020 après -2,5% en 2019. Il serait en moyenne de 2% sur les 5 prochaines années.

Le niveau du déficit est de 3,5% en 2019, il passera à 5,2% en 2020 pour baisser à 4,7% en 2021. Il serait de 2,7% en moyenne dans les 5 prochaines années grâce à la production du pétrole et au potentiel d'exportation des hydrocarbures.

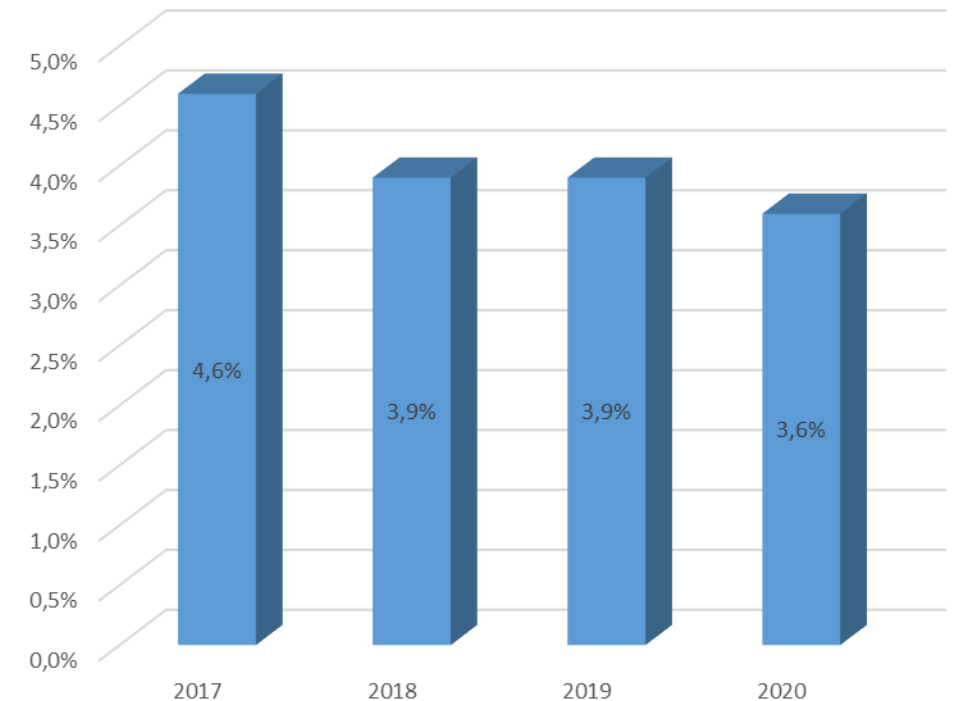


- Le niveau d'endettement du secteur public est contenu à 43,6% en 2020 contre 39,1% en 2019 et 35,3% en 2018, donc en-dessous de la norme de l'UEMOA de 70%, en raison des appuis budgétaires reçus dans le cadre de la riposte contre la covid-19 et le prêt de Deutchbank pour le reprofilage de la dette;
- Le niveau d'endettement devrait décroître dans les prochaines années, soutenu par la consolidation fiscale, pour atteindre 33,3% en 2022;

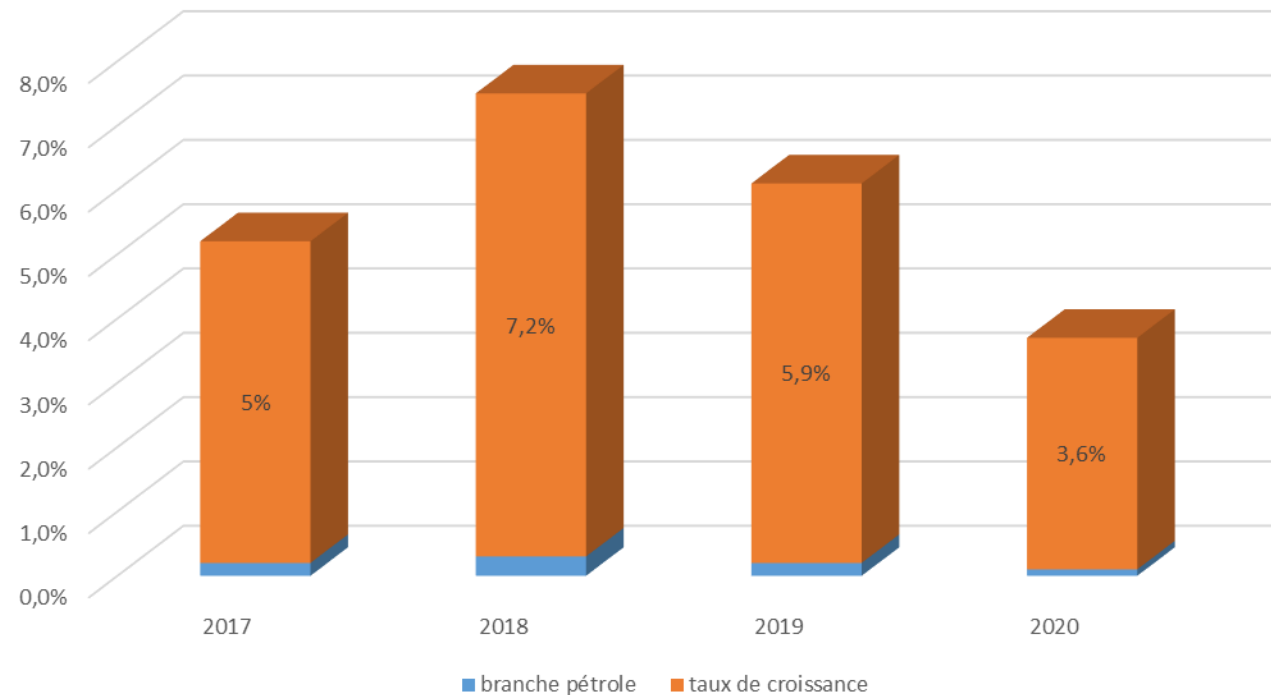
III- Contribution des hydrocarbures à la croissance

III-1 Contribution à la croissance de la branche pétrole de 2017-2020

- La Branche Pétrole englobe la production et le Raffinage du pétrole brut. Pour la période 2017-2020, la valeur ajoutée de la branche est estimée à 1113,5 milliards;
- Elle dispose d'une part dominante dans les ressources naturelles exploitées au Niger. En moyenne, elle contribue à plus de la moitié (54,1%) de la valeur ajoutée de ces ressources;
- Par rapport au PIB, la branche a contribué à 4,6 points de pourcentage en 2017, pour baisser à 3,9 points à partir de 2018 et se fixer à 3,6 points en 2020;



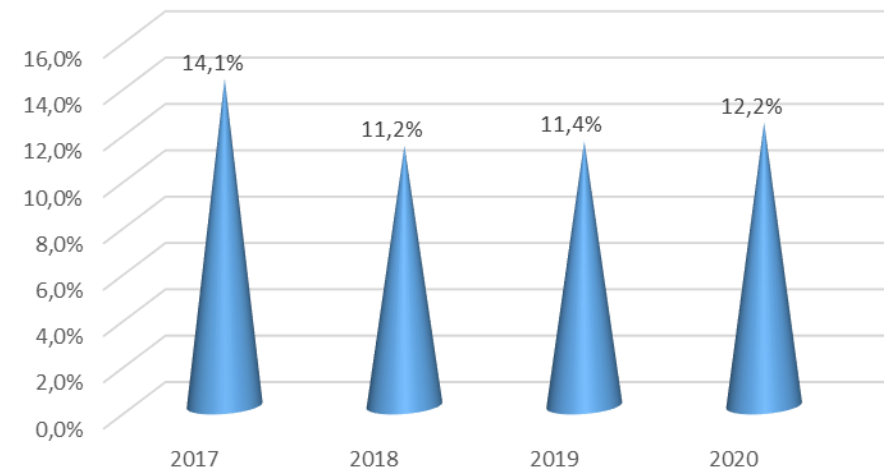
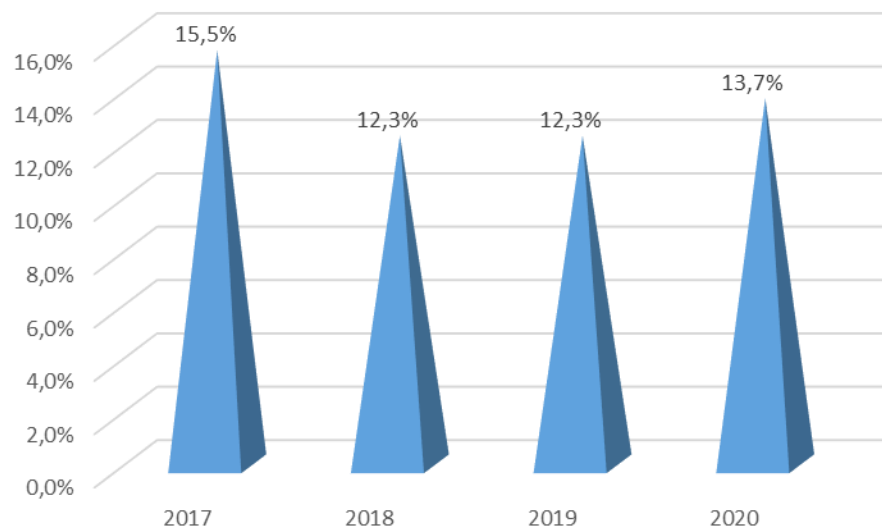
- Malgré la volatilité du marché mondial du pétrole, au cours de la période 2017-2020, la contribution à la croissance est resté quasi stationnaire. Elle oscille entre 0,3 point de pourcentage en 2017 à 0,2 point en 2018-2019 et 0,1 point en 2020;



III-2 Contribution aux recettes internes de la branche pétrole de 2017-2020

- En 2020, les recettes internes totales recouvrées se chiffraient à 852,4 milliards contre 848,5 milliards en 2019.

La contribution du secteur pétrolier aux recettes budgétaires en 2020 s'élève à 103,9 milliards (12,2%) contre 96,9 milliards (11,4%) en 2019.



Par rapport aux recettes fiscales, la contribution du secteur pétrolier a augmenté de 1,4 point de pourcentage entre 2019 (12,3%) à 2020 (13,7%)

III-3 Principaux défis et perspectives

- → Terminer, d'ici mi-2023, la construction de l'oléoduc de 2000 km du bassin d'Agadem au port de sèmè (Bénin), ce qui permettra de porter la production et l'exportation à 100 mille baril/j;
- → Elaborer une stratégie de gestion des recettes pétrolières, avec l'assistance technique du FMI, afin d'assurer une meilleure utilisation (augmentation prévue de recettes de 2% du PIB);
- → Mettre en place un cadre institutionnel et opérationnel robuste pour assurer une gestion efficace et transparente des revenus pétroliers;

En perspectives,

- Pour la période 2022-2024, la croissance se situerait à 8,2% en moyenne avec le début des exportations du brut en 2023 et le maintien de la vigueur des investissements publics et privés notamment à travers des projets structurants dans plusieurs secteurs socioéconomiques;
- À cet effet, l'apport du secteur pétrolier dans l'économie représentera, à partir de 2023, près de 25% du PIB, 45% des recettes fiscales, 68% des exportations et 8 à 12% des emplois formels.

IV- Perspectives économiques à moyen terme

- Plusieurs projets d'investissements sont programmés dans les 5 prochaines années à savoir:
 - la construction du pipeline domestique pour le transport du pétrole raffiné dont 2 projets connexes sous forme de dons: la tour de pétrole et l'hôpital de référence de Tahoua;
 - la construction de 1550 logements sociaux;
 - la construction de 2 centrales thermiques (Niamey et Zinder);
 - la construction d'une centrale photovoltaïque;
 - l'achèvement des travaux d'installation de la dorsale nationale à fibre optique, qui permettra d'améliorer la qualité des services de la télécommunication ;
 - la mise en exploitation de la mine d'uranium de Madawela avec Goviex en 2022 (1400 tonnes au démarrage);
 - la poursuite de la prospection minière et pétrolière avec l'octroi de plusieurs nouveaux permis de recherche et d'exploration ;

V- Plan de financement 2022 avec focus sur le MTP

- Pour l'année 2022, le besoin de financement net est évalué à 860,9 milliards;
- La stratégie retenue consiste à diversifier les sources de financement avec un endettement dont la structure sera constituée de 59,3% de ressources externes et 40,7% (près de 350 milliards) de financement intérieurs;
- Sur le MTP il a été retenu:
 - - des émissions de 20 à 35 milliards pour une meilleure couverture des opérations;
 - des interventions régulières;

- des recours aux titres in fine;
 - un abondement systématique des titres pour en réduire le nombre;
 - L'émission des titres long terme qui permettra de rallonger le portefeuille de la dette;
 - une gestion active de la dette et de la trésorerie pour minimiser le risque de refinancement.
-
- Pour 2022, la levée de ressources sur le MTP porte sur un montant de 530 milliards dont 350 milliards constitués d'émissions d'obligations du Trésor.
-
- Ces OAT sont décomposées comme suit :
 - 1 émission de 3 ans in fine pour un montant de 30 milliards;
 - 3 émission de 5 ans in fine pour un montant de 105 milliards;
 - 2 émissions de 7 ans in fine pour 60 milliards;
 - 3 émissions de 10 ans in fine pour 105 milliards;
 - 1 émission de 15 ans in fine pour un montant de 50 milliards.

Merci pour votre aimable attention